

A la veille des élections en Allemagne, on pronostique des gains nombreux de sièges pour les nationaux libéraux et les socialistes indépendants.

★ EN PAGE 2 : FIN DE NOTRE ENQUÊTE SUR LES STOCKS DU HAVRE ★

# EXCELSIOR

11<sup>e</sup> Année. — N° 3.460.  
Pierre Lafitte, fondateur.

PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE : 20 cent.  
Départements, Belgique, 6<sup>e</sup>-Duché de Luxembourg, Provinces rhénanes occupées : 25 cent.  
Étranger : 30 cent. (voir prix des abonnements, dernière page.)

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON  
Tél. : Gut. 02-73-02-75-15.00 — Adr. Tél. : Excelsior-Paris. — 20, rue d'Enghien, Paris.

MERCREDI

2  
JUN  
1920

Ne fais pas toi-même ce qui te déplaît dans les autres.

THALÈS.

## EN ANGLETERRE, LE DÉBORDEMENT SOUDAIN ET FURIEUX DE LA RIVIÈRE LUD DÉTRUIT EN PARTIE LA PETITE VILLE DE LOUTH ET FAIT CINQUANTE VICTIMES

LES PREMIÈRES PHOTOGRAPHIES SONT ARRIVÉES HIER SOIR A PARIS



UN ASPECT DE LA VILLE, VU DE LA ROUTE DE GRIMSBY



TROIS MÈTRES D'EAU DANS LES MAISONS



LA STATION DES POMPES A INCENDIE A ÉTÉ RAVAGÉE



L'INONDATION DANS LE QUARTIER LE PLUS ÉPROUVÉ



DISTRIBUTION DE SECOURS A DES JEUNES FILLES



M. M<sup>me</sup> ET M<sup>lle</sup> SWINGLER ONT ÉTÉ NOYÉS CHEZ EUX



APRÈS L'ÉCOULEMENT DES EAUX TUMULTUEUSES



TROIS MAISONS FURENT DÉTRUITES SUR LE PASSAGE DU TORRENT, AU CŒUR DE LA VILLE

La terrible inondation qui vient de ravager la petite ville anglaise de Louth a, en quelques minutes, privé d'abri un millier de personnes et fait plus de cinquante victimes. Louth est une localité de dix mille habitants reliée à la rivière Humbert par un canal construit en remblai. C'est ce canal qui, gonflé par

un violent orage, a rompu ses digues et ravagé la ville. Le trajet suivi par les eaux ouvre comme un large couloir au milieu des maisons. A certains endroits, la hauteur des eaux atteignit trois mètres. On a retrouvé une quarantaine de cadavres. Dans une rue, trois maisons furent abattues d'un seul coup.



## VERS LA VIE CHÈRE... MOINS CHÈRE

## AU HAVRE, NOUS DIT LE MAIRE, LES STOCKS PEUVENT SUFFIRE A LA CONSOMMATION DE 6 MOIS

**"Du jour au lendemain, ajoute-t-il, les gens se sont lancés dans la spéculation. On stockait plus que de coutume, sans raison, sans autre raison que de réaliser d'énormes profits."**

La crise épure la situation, déclare M. Ancel, député et importateur, qui estime toutefois que les stocks sont nécessaires, car ils stabilisent les prix.

## NOTRE ENQUÊTE AUPRÈS DES COURTIER ET NEGOCIANTS

[DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL]

Le Havre, 1<sup>er</sup> juin. Nous avons recueilli les importantes déclarations de présidents de syndicats, de négociants-importateurs et de courtiers en marchandises assermentés, parmi lesquels M. Léon Meyer, maire du Havre, et M. Ancel, député.

## Chez le président du syndicat des cafés

Nous n'avons pas rencontré dans cette importante maison d'importation M. Lamotte, qui est le président du syndicat du commerce des cafés ; mais son fondé de pouvoirs, qui a fait, à Hambourg, un long stage d'affaires, a été pour nous l'obligeance et la franchise mêmes.

Les arrivages de café se font pendant le premier semestre pour les récoltes de l'Amérique centrale, pendant le second semestre pour celles du Brésil. Par suite de la dépréciation du franc, l'Amérique centrale a envoyé de préférence aux Américains, et le Brésil n'a pas expédié parce que sa récolte est déficitaire. En résulte, pour la place du Havre et pour les cafés, un peu de calme dans les importations.

C'est dire que vous vivez sur les stocks ?

Pour les affaires, ça a changé de mains plusieurs fois. Actuellement, les violentes fluctuations du change ont presque tout paralysé. Mars, avril et mai ont été mauvais. Avant, on refaisait les stocks qui étaient inexistant pendant la guerre.

Sur quelles quantités pouvez-vous compter ?

Il y en a pour quelques mois.

C'est-à-dire beaucoup.

On consomme, en France, deux millions et demi de sacs de café par an.

Il doit être ainsi pour toutes choses.

Je sais que le marché des cuirs est nul depuis février, par suite de la baisse et que les Argentins font des offres, en dollars. Les tanneries s'approvisionnent à Paris, par suite de l'interdiction de l'exportation des cuirs de boucherie. Les étrangers regorgent de marchandises et viennent frapper à nos portes.

Mais il y a des stocks ?

Rien comme stock en beaux cuirs, au Havre.

C'est dire que l'on devrait se chauffer à bon compte, en se contentant des chaussures ordinaires.

## Chez M. Altmayer, courtier en cuirs

Pour savoir si nous avons quelque hance de payer demain nos chaussures moins cher, nous sommes allés voir M. Altmayer, courtier assermenté en cuirs, qui jouit ici d'une grosse autorité.

À Paris, les cuirs indigènes ont baissé tout d'un coup de 25 0/0. Ça a été un peu brutal. Le Havre est de beaucoup le port de France le plus important pour les cuirs. Il n'était concurrencé avant la guerre que par Hambourg, Marseille ne fait guère que les cuirs légers du Levant. La situation pour nous est celle-ci : beaucoup moins d'importations à cause du change depuis deux mois à peu près. Les agents sont tenus à une réserve absolue. Depuis la hausse du franc on se heurte aux pays d'origine à une certaine résistance pour la vente. Des marchés passés ne sont pas observés. A un moment donné, les spéculateurs se résignent peut-être à vendre à perte et nous proposeront des cuirs pour couvrir nos besoins, c'est possible. En attendant, pas d'affaires depuis quelques temps ; mais les marchés anglais et américains sont aussi mauvais que le nôtre.

Paris, qui n'a que quatre jours de vente par semaine pour le cuir, a marqué une baisse que j'ai trouvée exagérée.

Le Havre possède-t-il du stock ?

Très peu de cuirs exotiques, très peu.

Ne pourrait-on pas trouver dans les documents officiels un chiffre destiné à fixer les idées ?

La statistique est impossible depuis la guerre. Des stocks se cachent et les importateurs ne disent pas volontiers ce qu'ils reçoivent de l'Angleterre et de l'Amérique du Sud, qui est un gros expéditeur. En ce moment, on note chez nous une grande résistance à la vente de la part des détenteurs de cuirs étrangers, à cause de l'interdiction d'importation. Notre pays tirera la langue dans deux ou trois mois si nos conditions d'importation ne sont pas modifiées. Déjà le marché est extrêmement limité en ce qui concerne les bonnes sortes, un peu moins pour les sortes secondaires.

## Chez M. Robert Latham

M. Robert Latham est un gros négociant importateur en cafés, sucres, poivres, caoutchouc, cire, cornes et métaux. C'est un homme accueillant et jeune.

En 1914, nous avions un important stock de cuivre. La guerre a tout interrompu. En 1919, on a voulu le reconstituer, mais les Américains ont formé un trust et n'ont accepté de vendre qu'aux consommateurs. A cette époque (mars 1919), il était intéressant d'acheter ; nous avons essayé des refus et nous avons abandonné.

## VENTE DE MEUBLES

Par suite de cessation de location de mobiliers, mise en vente d'une quantité considérable de salles à manger, chambres à coucher, salons de tous styles, neufs ou d'occasion, à tous prix, des plus simples aux plus riches, objets d'art, potiches de Chine, pendules, services de table, rideaux, lit et literie, etc., cinq étages de meubles.

ETABLISSEMENT JANIAUD JEUNE

61 et 63, rue Rochechouart, Paris.

complètement. Maintenant, l'Amérique est disposée à ne plus nous exclure, mais l'importation demande énormément de capitaux.

Pour tout le reste, il y a des stocks ?

Il y a un tas de besoins en cafés et en coton. Le Havre est un grand entrepôt.

Le stock est arbitré par des ventes à terme. En général, que le cours monte ou baisse, ça a peu d'influence sur la situation du monsieur qui détient les stocks.

Le marché à terme est pour lui une assurance contre les fluctuations. En ce moment, le café est, à Paris, meilleur marché qu'ici.

Que pensez-vous de la vague de baisse ?

Nous espérons tous que c'est le signal d'une baisse générale du coût de la vie, et que celle-ci redeviendra normale.

Chez M. Ancel, importateur et député

M. Ancel, qui habite à Harfleur le château de Colmoulins, est, au Havre, un gros importateur-commissionnaire en bois d'ébénisterie, sucres, grains et farines, poivres, tapiques, cacao, thé, cires et miel, fruits et légumes secs, riz, résine, vins étrangers, caoutchouc, raphia, écorces d'orange, pétrole, etc., etc. Sa maison est une de celles qui comptent sur la place, mais peut-être n'en aurions-nous pas franchi le seuil si M. Ancel n'était, en même temps qu'importateur, député du Havre.

Je considère, nous dit-il, que la crise de baisse a ceci de bon qu'elle épure la situation. De même, la crise de hausse a été utile, parce que personne ne voulait se restreindre. Elle a été un moyen efficace d'arriver à des économies. Le gouvernement a aidé celles-ci en décidant de limiter les importations, mais cette mesure radicale a des inconvénients : elle attire des récriminations et peut provoquer une mesure semblable de la part des Alliés, peut-être même des représailles économiques.

Avec la baisse qu'elle a déterminée pour une part, elle a anéanti notre marché, mais les effets de cette crise ne sont pas immédiats ; on les ressentira dans quelque temps. Au Havre, on vit sur des affaires engagées depuis longtemps. Ce qui les gêne actuellement, c'est le change et l'incertitude des prix. Si, au moins, le change était stable, même élevé, mais il a de brusques variations, et il est bien difficile d'engager des opérations dans ces conditions-là. Le Havre n'en est pas moins en plein développement. On poursuit activement l'activité dans tous les sens sans être limité par la rareté de la main-d'œuvre. Il faudrait des milliers d'ouvriers pour la construction d'une nouvelle voie ferrée, plusieurs milliers pour l'industrie, mais il y a l'impossibilité de les loger. La vie est ici plus chère qu'à Paris et que dans la plupart des grandes villes de France : ça tient aux difficultés du ravitaillement et comme Le Havre est pris entre la mer et la Seine, il y a pour le faire ravitailler normalement, un obstacle presque absolu. Il faudrait des moyens de transport plus amples vers la Basse-Normandie, un rattachement des produits dans cette contrée plantureuse. On centraliserait là les fruits, les légumes, les beurres et les œufs, soit tous les produits qui allaient vers l'Angleterre. Trois ou quatre bateaux suffiraient. En attendant, nous sommes obligés de payer les ouvriers plus cher que partout ailleurs.

L'activité du port n'est-elle pas, en ce moment, assez restreinte ?

Oui, mais on peut vivre longtemps sur les stocks.

Voilà bien ce que le public reproche au Havre. Ce n'est pas un port de transit, mais de concentration, et, disons le mot, de stockage.

Il ne faut pas exagérer l'importance quantitative des stocks. Ils ne sont pas aussi volumineux qu'autrefois. Le seraient-ils statistiquement — ce qui n'est pas — qu'ils le seraient, en fait, beaucoup moins, car on les épuise plus vite. La consommation, en effet, a sensiblement augmenté. On a pris, par exemple, pendant la guerre, l'habitude de boire beaucoup de café.

On a parlé de la liquidation forcée des stocks. Le maire a dû vous dire qu'il en était partisan. Pour moi, j'estime que c'est inapplicable. Si vous supprimez les stocks, il n'y aura plus de marché. Alors, vous serez à la merci de l'étranger. Les stocks ont été créés pour empêcher les à-coups et ils servent à stabiliser les prix.

Sans doute, mais à stabiliser au point le plus élevé sur l'échelle des cours.

Roger VALBELLE.

A la Bourse du commerce

Des industries seront obligées de fermer parce qu'elles paient trop cher leurs ouvriers, mais elles repartiront sur de nouvelles bases. Sans doute, le change augmente la capacité d'achat, mais il diminue en même temps notre puissance d'exportation. De plus, le manque de moyens d'évacuation pour le port nous oblige à payer des surestaries énormes qui augmentent les frais et la marchandise. Il devient ainsi plus avantageux de faire venir celle-ci sur Anvers.

Les effets de la baisse seront-ils prochainement sensibles pour le public ?

Le marché à terme est toujours en avance sur les événements qui vont se produire.

comptions recueillir quelques précisions sur l'exacte situation du Havre, on nous a fait cette brève déclaration :

Ce sont les influences du change que nous enregistrons ici, jamais on n'a moins spéculé, et les stocks sont peu nombreux relativement à ce qu'ils étaient avant la guerre. C'est le dénivellement formidable des prix qui devrait être seul en cause.

Chez M. Léon Meyer, maire du Havre

M. Léon Meyer, courtier de marchandises assermenté, se consacre, comme maire du Havre, aux questions d'intérêt général au delà de ce qui touche la prospérité du port.

Après de lui, nous avons pu aborder sans préambule la question de la baisse.

Ce que "en pense" ? Je souhaite qu'elle continue. La guerre avait orienté vers les affaires une quantité de convoitises. Du jour au lendemain des gens se sont lancés dans la spéculation. On stockait plus que de coutume, sans raison, sans autre raison que de réaliser d'énormes profits. Des acheteurs qui, autrefois, prenaient 500 sacs de café se sentaient hier de l'estomac pour 10.000. J'estime que si le marché s'arrêtait, il y aurait de tout en quantité suffisante pour six mois. Sur toute l'échelle commerciale chacun prend plaisir à exagérer. Ici surtout, vous avez peut-être remarqué combien la vie est chère au Havre.

Beaucoup plus qu'à Paris. Je plains

DES ENFANTS ANGLAIS ACCLAMENT LES JEUNES VOYAGEURS

La population de Vienne souffre, depuis la guerre, d'une misère très profonde, et qui ne s'atténue pas. Malgré la création de restaurants à bon marché et la distribution de soupes populaires, le nombre des malheureux qui souffrent de la faim est très grand.

QUELQUES-UNS DES PETITS AUTRICHIENS A BORD DU PAQUEBOT

Les enfants, particulièrement, ont été très éprouvés. Malgré les secours apportés par la Croix-Rouge, la plupart sont très maigres et très affaiblis. Plusieurs milliers d'entre eux vont être soignés en Angleterre. Le premier contingent vient d'arriver à Folkestone.

LES TAXES NOUVELLES AU SÉNAT

La commission proposait un droit de circulation de 25 francs par hectolitre sur les vins. MM. Doumergue et Cazelles obtiennent que le droit de 19 francs voté par la Chambre soit maintenu.

PUIS LES DROITS SUR LES ALCOOLS ONT ÉTÉ ADOPTÉS

Le Sénat a continué, hier, la discussion des impôts nouveaux. Les articles concernant les droits sur les vins et boissons ont donné lieu à un important débat.

La commission des finances proposait 25 francs par hectolitre pour les vins, 10 francs pour les cidres et poirés, 3 francs pour les bières.

M. Cazelles, sénateur du Gard, opposait à ces chiffres ceux votés par la Chambre portant les droits à 19 francs pour les vins, 9 francs pour les cidres et poirés, et 2 fr. 60 pour les bières ; il fit valoir que les droits sur les vins avaient déjà subi des augmentations considérables depuis 1914, que leur transport était lourdement frappé par le relèvement des tarifs de chemins de fer, et que, par une nouvelle augmentation des taxes, on risquerait de diminuer leur consommation.

Après une intervention de M. le projet primitif du gouvernement retirait des boissons hygiéniques et de l'alcool un supplément de ressources de 1.445 millions, et que la commission s'était arrêtée au chiffre de 840 millions.

Après une intervention de M. J. Charpentier en faveur des brasseries françaises, M. Gaston Doumergue vint appuyer l'amendement de M. Cazelles.

Le ministre des Finances appuya, par contre, le relèvement proposé par la commission, indiquant notamment que ces augmentations ne seraient que temporaires.

La production métropolitaine reste inférieure à la consommation, dit M. François-Marsal. Il n'y a donc pas de crise de consommation. Le viticulteur n'a donc pas à craindre une mévente possible. La guerre a développé la consommation du vin.

Je ne suis pas personnellement hostile aux buveurs de vin. Dans une petite ville industrielle, qui a une coopérative de consommation, la vente aux ouvriers hommes et femmes, faite par la coopérative, a donné une moyenne de 15 litres par tête d'homme ou de femme et par jour. Dans beaucoup de centres français on arrive à une consommation du vin qui peut être réduite sans que la santé en souffre.

Au début de la séance de l'après-midi, la commission présentait cependant un texte transactionnel abaissant de 25 à 20 francs le droit de circulation sur les vins et réduisant les autres droits dans la même proportion.

Combattu par M. Doumergue, ce nouveau texte fut repoussé par 157 voix contre 128.

Le droit de circulation sur les vins reste donc fixé à 19 francs, conformément au vote de la Chambre.

L'ensemble de l'article a été ensuite adopté ; de même les articles relatifs aux prescriptions applicables aux brasseries.

De la discussion de la taxe sur les eaux minérales, M. Albert Peyronnet, sénateur de l'Allier, a fait adopter un amendement aux termes duquel il sera perçu, au profit des communes possédant une source, un surtaxe d'un centime par bouteille.

L'article proposé par la commission et concernant les droits sur les alcools a été ensuite adopté. Il apporte une légère modification de forme au texte de la Chambre. La discussion continuera ce matin.

M. Deschanel a présidé hier le Conseil des ministres

M. Paul Deschanel, dont la santé s'améliore chaque jour, a présidé, hier matin, à l'Élysée, le Conseil des ministres.

Le président de la République a remercié les membres du gouvernement des témoignages de sympathie qu'ils lui ont donnés. Le président du Conseil l'a assuré de son nouveau profond dévouement au gouvernement et a associé ses collègues à la joie ressentie par le pays tout entier, en apprenant qu'un repos de quelques semaines suffirait à effacer complètement les conséquences de l'accident.

Un membre du gouvernement avec lequel nous nous sommes entretenus, à l'issue du Conseil des ministres, nous a déclaré que M. Deschanel, bien que paraissant un peu fatigué, avait présidé la séance avec une attention soutenue.

Le président du Conseil lui ayant demandé s'il désirait que l'on écourtât la réunion, M. Deschanel a protesté, en déclarant qu'il se trouvait trop heureux d'être avec les membres du gouvernement pour désirer abréger cette entrevue.

Le président de la République s'est promené l'après-midi dans les jardins de l'Élysée. A 6 heures du soir, il a reçu M. Raymond Poincaré.

Le lot d'un million du Crédit national

Tirage du 1<sup>er</sup> juin

Le numéro 3.718.205 gagne 1.000.000 de francs. Le numéro 2.474.914 gagne 500.000 francs. Les cinq numéros suivants gagnent chacun 100.000 francs : 7.730.190, 1.432.307, 2.274.412, 6.235.515, 4.368.787.

Roger VALBELLE.

L'ARRIVÉE EN ANGLETERRE D'ENFANTS VIENNOIS ÉPROUVÉS PAR LA FAIM

La population de Vienne souffre, depuis la guerre, d'une misère très profonde, et qui ne s'atténue pas. Malgré la création de restaurants à bon marché et la distribution de soupes populaires, le nombre des malheureux qui souffrent de la faim est très grand.

QUELQUES-UNS DES PETITS AUTRICHIENS A BORD DU PAQUEBOT

Les enfants, particulièrement, ont été très éprouvés. Malgré les secours apportés par la Croix-Rouge, la plupart sont très maigres et très affaiblis. Plusieurs milliers d'entre eux vont être soignés en Angleterre. Le premier contingent vient d'arriver à Folkestone.

LES TAXES NOUVELLES AU SÉNAT

La commission proposait un droit de circulation de 25 francs par hectolitre sur les vins. MM. Doumergue et Cazelles obtiennent que le droit de 19 francs voté par la Chambre soit maintenu.

PUIS LES DROITS SUR LES ALCOOLS ONT ÉTÉ ADOPTÉS

Le Sénat a continué, hier, la discussion des impôts nouveaux. Les articles concernant les droits sur les vins et boissons ont donné lieu à un important débat.

La commission des finances proposait 25 francs par hectolitre pour les vins, 10 francs pour les cidres et poirés, 3 francs pour les bières.

M. Cazelles, sénateur du Gard, opposait à ces chiffres ceux votés par la Chambre portant les droits à 19 francs pour les vins, 9 francs pour les cidres et poirés, et 2 fr. 60 pour les bières ; il fit valoir que les droits sur les vins avaient déjà subi des augmentations considérables depuis 1914, que leur transport était lourdement frappé par le relèvement des tarifs de chemins de fer, et que, par une nouvelle augmentation des taxes, on risquerait de diminuer leur consommation.

Après une intervention de M. le projet primitif du gouvernement retirait des boissons hygiéniques et de l'alcool un supplément de ressources de 1.445 millions, et que la commission s'était arrêtée au chiffre de 840 millions.

Après une intervention de M. J. Charpentier en faveur des brasseries françaises, M. Gaston Doumergue vint appuyer l'amendement de M. Cazelles.

Le ministre des Finances appuya, par contre, le relèvement proposé par la commission, indiquant notamment que ces augmentations ne seraient que temporaires.

La production métropolitaine reste inférieure à la consommation, dit M. François-Marsal. Il n'y a donc pas de crise de consommation. Le viticulteur n'a donc pas à craindre une mévente possible. La guerre a développé la consommation du vin.

Je ne suis pas personnellement hostile aux buveurs de vin. Dans une petite ville industrielle, qui a une coopérative de consommation, la vente aux ouvriers hommes et femmes, faite par la coopérative, a donné une moyenne de 15 litres par tête d'homme ou de femme et par jour. Dans beaucoup de centres français on arrive à une consommation du vin qui peut être réduite sans que la santé en souffre.

Au début de la séance de l'après-midi, la commission présentait cependant un texte transactionnel abaissant de 25 à 20 francs le droit de circulation sur les vins et réduisant les autres droits dans la même proportion.

Combattu par M. Doumergue, ce nouveau texte fut repoussé par 157 voix contre 128.

Le droit de circulation sur les vins reste donc fixé à 19 francs, conformément au vote de la Chambre.

L'ensemble de l'article a été ensuite adopté ; de même les articles relatifs aux prescriptions applicables aux brasseries.

De la discussion de la taxe sur les eaux minérales, M. Albert Peyronnet, sénateur de l'Allier, a fait adopter un amendement aux termes duquel il sera perçu, au profit des communes possédant une source, un surtaxe d'un centime par bouteille.

L'article proposé par la commission et concernant les droits sur les alcools a été ensuite adopté. Il apporte une légère modification de forme au texte de la Chambre. La discussion continuera ce matin.

M. Deschanel a présidé hier le Conseil des ministres

M. Paul Deschanel, dont la santé s'améliore chaque jour, a présidé, hier matin, à l'Élysée, le Conseil des ministres.

Le président de la République a remercié les membres du gouvernement des témoignages de sympathie qu'ils lui ont donnés. Le président du Conseil l'a assuré de son nouveau profond dévouement au gouvernement et a associé ses collègues à la joie ressentie par le pays tout entier, en apprenant qu'un repos de quelques semaines suffirait à effacer complètement les conséquences de l'accident.

## DOUBLE SEANCE

## LES TAXES NOUVELLES AU SÉNAT

La commission proposait un droit de circulation de 25 francs par hectolitre sur les vins. MM. Doumergue et Cazelles obtiennent que le droit de 19 francs voté par la Chambre soit maintenu.

## PUIS LES DROITS SUR LES ALCOOLS ONT ÉTÉ ADOPTÉS

Le Sénat a continué, hier, la discussion des impôts nouveaux. Les articles concernant les droits sur les vins et boissons ont donné lieu à un important débat.

La commission des finances proposait 25 francs par hectolitre pour les vins, 10 francs pour les cidres et poirés, 3 francs pour les bières.

M. Cazelles, sénateur du Gard, opposait à ces chiffres ceux votés par la Chambre portant les droits à 19 francs pour les vins, 9 francs pour les cidres et poirés, et 2 fr. 60 pour les bières ; il fit valoir que les droits sur les vins avaient déjà subi des augmentations considérables depuis 1914, que leur transport était lourdement frappé par le relèvement des tarifs de chemins de fer, et que, par une nouvelle augmentation des taxes, on risquerait de diminuer leur consommation.

Après une intervention de M. le projet primitif du gouvernement retirait des boissons hygiéniques et de l'alcool un supplément de ressources de 1.445 millions, et que la commission s'était arrêtée au chiffre de 840 millions.

Après une intervention de M. J. Charpentier en faveur des brasseries françaises, M. Gaston Doumergue vint appuyer l'amendement de M. Cazelles.

Le ministre des Finances appuya, par contre, le relèvement proposé par la commission, indiquant notamment que ces augmentations ne seraient que temporaires.

La production métropolitaine reste inférieure à la consommation, dit M. François-Marsal. Il n'y a donc pas de crise de consommation. Le viticulteur n'a donc pas à craindre une mévente possible. La guerre a développé la consommation du vin.

Je ne suis pas personnellement hostile aux buveurs de vin. Dans une petite ville industrielle, qui a une coopérative de consommation, la vente aux ouvriers hommes et femmes, faite par la coopérative, a donné une moyenne de 15 litres par tête d'homme ou de femme et par jour. Dans beaucoup de centres français on arrive à une consommation du vin qui peut être réduite sans que la santé en souffre.

Au début de la séance de l'après-midi, la commission présentait cependant un texte transactionnel abaissant de 25 à 20 francs le droit de circulation sur les vins et réduisant les autres droits dans la même proportion.

Combattu par M. Doumergue, ce nouveau texte fut repoussé par 157 voix contre 128.

Le droit de circulation sur les vins reste donc fixé à 19 francs, conformément au vote de la Chambre.

L'ensemble de l'article a été ensuite adopté ; de même les articles relatifs aux prescriptions applicables aux brasseries.

De la discussion de la taxe sur les eaux minérales, M. Albert Peyronnet, sénateur de l'Allier, a fait adopter un amendement aux termes duquel il sera perçu, au profit des communes possédant une source, un surtaxe d'un centime par bouteille.

L'article proposé par la commission et concernant les droits sur les alcools a été ensuite adopté. Il apporte une légère modification de forme au texte de la Chambre. La discussion continuera ce matin.

M. Deschanel a présidé hier le Conseil des ministres

M. Paul Deschanel, dont la santé s'améliore chaque jour, a présidé, hier matin, à l'Élysée, le Conseil des ministres.

Le président de la République a remercié les membres du gouvernement des témoignages de sympathie qu'ils lui ont donnés. Le président du Conseil l'a assuré de son nouveau profond dévouement au gouvernement et a associé ses collègues à la joie ressentie par le pays tout entier, en apprenant qu'un repos de quelques semaines suffirait à effacer complètement les conséquences de l'accident.

Un membre du gouvernement avec lequel nous nous sommes entretenus, à l'issue du Conseil des ministres, nous a déclaré que M. Deschanel, bien que paraissant un peu fatigué, avait présidé la séance avec une attention soutenue.

Le président du Conseil lui ayant demandé s'il désirait que l'on écourtât la réunion, M. Deschanel a protesté, en déclarant qu'il se trouvait trop heureux d'être avec les membres du gouvernement pour désirer abréger cette entrevue.

Le président de la République s'est promené l'après-midi dans les jardins de l'Élysée. A 6 heures du soir, il a reçu M. Raymond Poincaré.

Le lot d'un million du Crédit national

Tirage du 1<sup>er</sup> juin

Le numéro 3.718.205 gagne 1.000.000 de francs. Le numéro 2.474.914 gagne 500.000 francs. Les cinq numéros suivants gagnent chacun 100.000 francs : 7.730.190, 1.432.307, 2.274.412, 6.235.515, 4.368.787.

Roger VALBELLE.

L'ARRIVÉE EN ANGLETERRE D'ENFANTS VIENNOIS ÉPROUVÉS PAR LA FAIM

La population de Vienne souffre, depuis la guerre, d'une misère très profonde, et qui ne s'atténue pas. Malgré la création de restaurants à bon marché et la distribution de soupes populaires, le nombre des malheureux qui souffrent de la faim est très grand.

QUELQUES-UNS DES PETITS AUTRICHIENS A BORD DU PAQUEBOT

Les enfants, particulièrement, ont été très éprouvés. Malgré les secours apportés par la Croix-Rouge, la plupart sont très maigres et très affaiblis. Plusieurs milliers d'entre eux vont être soignés en Angleterre. Le premier contingent vient d'arriver à Folkestone.

LES TAXES NOUVELLES AU SÉNAT

La commission proposait un droit de circulation de 25 francs par hectolitre



# DERNIÈRE HEURE

## LES CONTES D'EXCELSIOR

### MÉSÉSENTENTE CORDIALE

par ADRIEN VÉLY

Louis Hubert à Gaston Mègrét.

Raymonde Hubert à Germaine Mègrét.

Eh bien non, ça ne va pas, ça ne va pas du tout. Raymonde m'avait pourtant prévenu. Et j'aurais dû me méfier davantage. Il y a quelque chose de suspect dans le cas d'une femme divorcée, dont la conduite est connue comme irréprochable et dont l'ancien mari est réputé pour un fort galant homme. Il dut y avoir, de son côté, quelques torts, et d'une gravité particulière.

D'ailleurs, ces torts, s'ils sont bien ceux qui ont contribué à faire briser son mariage, Raymonde ne me les avait pas cachés. Elle me les avait étalés avec la plus loyale franchise : « Je vous en supplie, mon cher Louis, m'avait-elle dit et répété, renoncez à l'idée de m'épouser. Certes, vous êtes très gentil, vous me plaisez, et je vous aime bien. Mais, croyez-moi, restons amis. Je serai pour vous, j'en suis sûre, une amie parfaite. Mais je ne suis pas moins sûre que je serais pour vous une femme détestable. Je suis, hélas ! douée d'un caractère très difficile. Autoritaire, exclusive, soupçonneuse, susceptible, je ne saurais aimer un homme sans l'exécuter par mon amour même, fait de récriminations et d'importunités. Evitez de traîner l'un et l'autre une existence misérable. Restons amis. »

De tels propos ne sont guère de nature à refroidir un homme amoureux. Ils ne réussissent, au contraire, qu'à augmenter son ardeur. Je ne voulais rien entendre. Je dis à Raymonde que rien ne m'empêcherait d'unir mon existence à la sienne. Elle me répondit, avec un soupir : « Je ne suis pas de force à lutter, à la fois, contre moi-même et contre vous. Mais c'est vous qui l'aurez voulu. » Et, depuis trois mois, nous sommes mariés. Et, depuis trois mois, ma vie est un enfer.

Ah ! certes, Raymonde ne m'avait pas trompé. Pourtant elle ne m'avait pas confié quels raffinements elle saurait trouver pour me torturer. Et ce qu'elle a trouvé est simplement atroce. Pas de scènes, pas de cris, non. Elle se contente de me regarder. Quel que je dise, quoi que je fasse, quoi que je veuille même faire, je sens toujours son regard peser sur moi. Je lis, dans ces yeux perpétuellement fixés sur les miens, des interrogations, des critiques, des reproches : « Pourquoi sors-tu ? Où vas-tu ? D'où viens-tu ? Pourquoi restes-tu ? Que penses-tu ? C'est une inquisition de tous les instants, qui m'obsède, me pèse, me poursuit et m'épuise.

Ah ! combien j'envie ton sort ! Tu as trouvé, toi, en Germaine, la compagne rêvée. Et, moi, je suis, avec Raymonde, le plus malheureux des hommes !

Ma chère Germaine, C'est le cœur bien triste que je t'écris. Le bonheur, hélas ! ne s'est point installé à mon nouveau foyer. Tu penses peut-être, me connaissant, que, si nous nous entendons mal, Louis et moi, il y a surtout de ma faute. Je te jure pourtant qu'il n'y a que de la sienne. Car, moi, je lui ai dévoué tout mon caractère avant d'accepter d'être sa femme. Mais lui m'avait tout caché du sien, qui est épouvantable.

Louis est un bourreau, qui se plaît à torturer les gens qu'il aime, et cela sans aucun motif. Car je te jure encore que, depuis le jour de notre mariage, je ne lui ai pas fourni la moindre occasion de me faire le moindre reproche. C'est même cela qui est stupéfiant, et j'en suis stupéfiée moi-même.

Certes, Louis me plaisait beaucoup, et j'avais pour lui un vif penchant. Mais c'est seulement quand nous fûmes mariés que je m'aperçus que je l'adorais avec un ferveur et un renoncement complets, que j'étais sa chose, et que ma seule ambition était d'être aimée de lui, de lui appartenir, de lui consacrer ma vie. C'est une torture de toutes les heures, de tous les instants. Il me fait des scènes épouvantables pour m'expliquer qu'il a besoin de moi, qu'il a besoin de moi pour m'autoriser, qu'il est bien le maître de faire ce qu'il lui plaît, pour me reprocher de passer mon temps à lui adresser des reproches tactiques et de dissimuler des pensées hostiles, agressives. Si je veux lui parler doucement, lui faire comprendre combien il est injuste, il s'écrie que je cache bien mon jeu, et que j'ai juré, soit par mes mines, soit par mes paroles, de lui rendre l'existence intolérable.

C'est la mienne qui l'est, ma chère Germaine. Car j'aime Louis malgré sa dureté injuste. Et je sens que lui aussi m'aime. J'ai l'intuition qu'il y a entre nous un terrible malentendu. Ou tout cela nous conduira-t-il ? Ah ! tu as eu de la chance, toi, de tomber sur un mari comme Gaston, qui ne pense qu'à t'entourer de la plus douce, de la plus prévenante affection ! Comme j'envie ! Je suis la plus malheureuse des femmes.

RAYMONDE.  
P. c. c. :  
Adrien VÉLY.

### L'EXÉCUTION DU TRAITÉ DE PAIX

## LA CONFÉRENCE DE SPA DEMEURE DÉFINITIVEMENT FIXÉE AU 21 JUIN

M. Paul Hymans, ministre des Affaires étrangères de Belgique, et M. Jaspas rencontreront M. Lloyd George à Londres la semaine prochaine.

BRUXELLES, 1<sup>er</sup> juin. — La conférence de Spa est définitivement fixée au 21 juin. M. Paul Hymans, ministre des Affaires étrangères, et M. Jaspas, ministre des Affaires économiques, rencontreront M. Lloyd George à Londres au début de la semaine prochaine.

Les délégués de la Belgique à la conférence de Spa seront MM. Delacour, premier ministre ; Paul Hymans, ministre des Affaires étrangères ; Jaspas, ministre des Affaires économiques.

### LES ENTRETIENS DE M. KRASSINE AVEC LES MINISTRES ANGLAIS

LONDRES, 1<sup>er</sup> juin (Dépêche particulière). — Les délégués russes n'ont pas perdu de temps. Leur entretien avec les ministres britanniques était à peine terminé que Krassine et Klisko s'étaient mis à pied de la nécessité que l'avance russe en Perse ne soit pas compromise par la suite d'un déménagement à l'étranger.

Le gouvernement anglais facilitera d'ailleurs son établissement par l'intermédiaire du ministère du Commerce. Des bureaux semblables seront ensuite ouverts dans d'autres capitales de l'Entente, mais celui de Londres sera la plus grande chambre de compensation de nouveau commerce avec la Russie. Tous les experts techniques russes que Krassine attendait de Copenhague sont arrivés, et la mission russe a maintenant l'effectif d'un demi-bataillon.

Krassine paraît avoir éveillé une certaine sympathie dans le public de Londres. Quelques organes font cependant remarquer que sa visite à la capitale anglaise et l'entretien qu'il a eu à Downing street constituent pratiquement une réelle reconnaissance du gouvernement soviétique.

Un peu de lumière commence à se faire sur les conversations d'hier. Krassine se rendit au rendez-vous avec un memorandum qu'il lut et qu'il expliqua à ses interlocuteurs.

Le premier paragraphe du document posait la levée du blocus et la conclusion de la paix comme étant des conditions indispensables pour la reprise des relations commerciales. Les paragraphes suivants traitaient des difficultés des échanges de marchandises tant que la Pologne n'aurait pas cessé la guerre. M. Krassine parla pendant quelque temps de l'offensive polonaise et des entraves qu'elle apporte à la réouverture du marché russe.

De leur côté, les ministres anglais présentèrent deux questions préjudiciables : la première relative à la libération des prisonniers britanniques, et la deuxième sur la nécessité que l'avance russe en Perse ne soit renouvelée pas. Sur ces deux questions, M. Krassine s'est engagé à se renseigner auprès du gouvernement de Moscou, car il dit ne pas connaître le véritable état de la situation en Perse.

### Le nouveau généralissime de l'armée belge

BRUXELLES, 1<sup>er</sup> juin. — Le général Miché, qui atteint la limite d'âge, vient d'être remplacé à la tête de l'armée belge par le général Ruquoy, qui, aux fêtes de Francfort, avait passé la revue des troupes françaises et belges.

### Deux croiseurs allemands livrés à la France

CHEMBERG, 1<sup>er</sup> juin. — Les croiseurs allemands *Stuttgart* et *Graudenz*, ayant à bord des équipages allemands, ont mouillé aujourd'hui en rade, avec un remorqueur venant de la Baltique.

### L'impression causée par l'encyclique du pape

ROME, 1<sup>er</sup> juin (Dépêche particulière). — A Montecitorio, où les députés déclarent que le nouveau document pontifical a une très grande importance politique, morale et sociale, l'encyclique a été accueillie avec un sentiment de véritable soulagement. Et il est certain qu'elle fournira, lors de la reprise des travaux parlementaires, l'occasion d'une manifestation à la Chambre où quelques députés du parti populaire catholique se proposent de prononcer quelques mots de gratitude et de reconnaissance à l'adresse du souverain pontife.

Au Sénat, où l'estime que la parole de Benoît XV marque une étape considérable dans la voie de la réconciliation entre l'Italie et le Vatican. Le pape, depuis quelque temps, avait d'ailleurs manifesté son plus vif désir de résoudre une question bientôt vieille d'un demi-siècle, que l'on avait vain tenté d'ensevelir sous la loi des garanties.

Dans les milieux diplomatiques, on se réjouit que les règles étroites qui présidaient aux visites des souverains et chefs d'Etat étrangers à Rome soient finalement modifiées.

Un diplomate espagnol, notamment, exprime sa vive satisfaction que, par la volonté du pape, soit rendue possible la réalisation d'un des plus ardens vœux du roi Alphonse XIII, celui d'une visite à Rome.

Les milieux de la cour témoignent d'une réserve, facilement compréhensible, mais, au Quirinal et au Palais Margutta, l'encyclique papale a été accueillie avec la plus vive satisfaction.

### Les menaces des P. T. T. italiens

ROME, 1<sup>er</sup> juin (Dépêche particulière). — Les agents et les employés des P. T. T. menacent de recourir de nouveau à l'obstruction si les services des postes et des télégraphes dans toute l'Italie. Ils viennent de décider l'envoi immédiat d'un ultimatum au gouvernement, lui donnant 48 heures pour accueillir leurs desiderata et rapporter toutes les mesures primitives prises à l'occasion de la récente agitation. Si le gouvernement n'acceptait pas leur ultimatum, l'agitation reprendrait partout.

### A COPENHAGUE

## LES SOCIALISTES DANOIS PRÉSENTENT A LA CHAMBRE UN PROJET DE RÉPUBLIQUE

Le groupe socialiste du Parlement danois a déposé un projet de transformation de la forme de l'Etat. C'est la première fois qu'on présente au Reichstag un projet antimonarchique.

COPENHAGUE, 1<sup>er</sup> juin. — Le groupe socialiste du Reichstag danois a présenté un projet sensationnel de transformation de la forme de l'Etat du Danemark. Ce projet, que le Reichstag danois discutera sous peu en séance plénière, prévoit une forme d'Etat républicain et le système d'une Chambre unique.

La République danoise serait formée sur le modèle de la Suisse. Le Conseil d'Etat serait élu pour trois ans par le Reichstag. Le président de la République serait élu par le Conseil d'Etat parmi ses membres. Comme en Suisse, il serait nommé pour un an.

En l'instance, la majorité parlementaire n'est pas favorable à ce projet, mais celui-ci n'en donnera pas moins lieu à une discussion politique qui sera, paraît-il, très animée.

C'est la première fois qu'on présente au Reichstag un projet antimonarchique.

### L'élection présidentielle aux Etats-Unis

Le président Wilson dirigera la convention démocratique de San-Francisco

WASHINGTON, 1<sup>er</sup> juin. — Dans une conférence avec Mr. Cummings, président de la commission démocratique, le président Wilson donna des instructions pour la nomination du candidat, et la publication du programme du parti, ce qui indique que c'est le président Wilson qui dominera et dirigera la convention démocratique de San-Francisco. Le président espère bien la victoire des démocrates, il est presque certain que les républicains seront divisés lors de leur convention à cause des radicaux, et que Mr. Johnson se retirera de leurs rangs pour former un troisième parti. (Chicago Tribune.)

### Les Etats-Unis interviendront-ils au Mexique ?

WASHINGTON, 1<sup>er</sup> juin. — Le sénateur Falls, du comité des affaires avec le Mexique, recommande que le nouveau gouvernement mexicain soit reconnu par les Etats-Unis dès qu'il aura prouvé qu'il est à même de maintenir l'ordre, se sera engagé à payer les indemnités demandées pour les pertes de vies et de propriétés américaines et aura annulé les lois particulières contre les étrangers.

Si ces conditions ne sont pas acceptées, le comité déclare qu'il y aurait une intervention armée au Mexique, non pas pour faire la guerre contre le peuple, mais au nom de l'humanité, pour maintenir la voie ouverte à tous les ports de mer et à la frontière.

Le comité ajouta que 461 Américains avaient été tués au Mexique ou sur la frontière, pour lesquels une indemnité de 44 millions de dollars avait été demandée, en plus des 50 millions de dollars représentant les propriétés et biens américains détruits. (Chicago Tribune.)

### Idylle franco-américaine

LONDRES, 1<sup>er</sup> juin (Dépêche particulière). — Un biographe de New-York relate la désagréable aventure arrivée à un ancien sergent de l'armée américaine qui, au début de la guerre, avait épousé une jeune Française avec laquelle il s'était fiancé pendant son séjour en France dans les derniers temps de la guerre.

La demoiselle s'était embarquée sur le transatlantique *La-Savoie*, pour convoyer en justes noces avec le jeune homme américain. Mais à bord, elle reçut le coup de foudre. Un jeune Italien, M. Nicos, l'effraya et vit à conquérir, par les douces modulations de sa voix, la sentimentale voyageuse, qui, pendant la monotonie de la traversée, avait du vague à l'âme. Bref, au moment de débarquer à New-York, elle eut l'inamovible scène violente. En voyant son fiancé qui l'attendait, elle lui présenta le candidat numéro deux et lui signifia que, de leur projet de mariage, il ne restait plus rien.

### NOUVELLES BRÈVES

Parlement — M. Reibel, sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil, a déposé, hier, au Sénat, le projet de loi relatif à la démission de Saint-Germain entre les Alliés et l'Autriche.

M. d'Estournelles de Constant a exposé, hier, à la commission sénatoriale des affaires étrangères, l'objet de sa demande d'interpellation sur nos opérations militaires en Syrie et en Cilicie. La commission entendra jeudi M. Millerand, président du Conseil.

Le groupe des députés de la Seine a décidé de faire une démarche auprès de la commission spéciale du Sénat pour obtenir, avant la fin de l'année, le vote du projet sur le régime des jeux.

La commission chargée d'examiner les demandes de poursuites déposées contre deux députés, a décidé, hier, d'entendre M. Lhopiteau, garde des Sceaux, en ce qui concerne M. Vailant-Couturier.

La commission des douanes de la Chambre a décidé, hier, de poursuivre, sans délai, l'étude de la révision douanière, qu'elle estime indispensable pour la conclusion de nouveaux accords commerciaux.

### Paris

Le 10 juin se tiendra à Paris une conférence des divers comités nationaux qui se sont constitués pour la défense des intérêts de leurs ressortissants en Russie.

Départements — Les obsèques du cheminot volontaire Jean Defaye, étudiant en médecine, tué accidentellement à la gare Saint-Jean, ont eu lieu, hier, à Bordeaux. Le corps a été dirigé sur Roussac (Haute-Vienne).

A la suite d'un accord intervenu entre le comité de grève des dockers et le comité des employeurs, à Dunkerque, le travail reprendra vraisemblablement demain jeudi.

### Au Conseil d'Etat

Sur la proposition de M. Lhopiteau, garde des Sceaux, M. Goussier, conseiller d'Etat, a été nommé président de la section des finances au Conseil d'Etat. M. Legrand, maître des requêtes, a été nommé conseiller d'Etat.

### LA SITUATION DANS LE "REICH"

## ON REDOUTE DES TROUBLES EN ALLEMAGNE PENDANT LA PÉRIODE ÉLECTORALE

Les précautions sont prises en cas de coup d'Etat. Le gouvernement de Berlin est décidé à réprimer toute tentative de désordre.

BERLIN, 1<sup>er</sup> juin. — On semble appréhender, dans les milieux officiels allemands, la période électorale. Le maintien de l'ordre paraît devoir être chose difficile. Le docteur a déclaré, dans une réunion publique, que l'intention du chancelier est de constituer un cabinet de coalition, mais la chose ne serait guère possible. Car, après les élections, il faut s'attendre à voir le gouvernement évoluer soit vers la droite et une restauration monarchique, n'est pas à exclure, soit vers l'extrême gauche, et une constitution soviétique est à prévoir.

BERLIN, 1<sup>er</sup> juin. — Partout les précautions sont prises en cas de coup d'Etat. A Berlin, notamment, toute tentative de coup de main se heurterait à la résistance la plus vive. Le gouvernement est décidé à ne pas quitter son siège une deuxième fois et à mener la lutte sur place s'il le faut. A resté, les moyens dont dispose le gouvernement sont si puissants que toute tentative de désordre, qu'elle vienne de la droite ou de la gauche, échouera certainement.

### L'accident de Fontainebleau

L'état de santé du jeune prince de Tonnay-Charente, qui a subi l'amputation d'un bras avec le plus grand courage, à la suite du lamentable accident d'automobile dans lequel son beau-père, le comte Alain de Kergariou, fut mortellement atteint, est tel maintenant qu'il ne semble pas que des complications soient encore à redouter.

Un familier du roi Alexandre de Grèce nous a fait, hier matin, des déclarations qui font l'attitude du roi lors de ce tragique événement.

Sa Majesté, nous a-t-il dit, transporta les blessés à la clinique des Sœurs de Fontainebleau, puis alla à donner les premiers soins aux victimes.

Le roi se rendit ensuite chez le docteur de la ville, qui lui avait été désigné, et le ramena à la clinique dans son automobile.

Il demanda alors à la comtesse de Kergariou si elle désirait qu'il aille chercher un chirurgien à Paris. La comtesse remercia Sa Majesté, mais déclara qu'elle avait déjà fait télégraphier pour qu'on envoyât à Fontainebleau le chirurgien de la famille.

Ce n'est qu'à 4 heures de l'après-midi que le roi alla demander, rentré à Paris vers 7 heures, il demanda téléphoniquement pendant toute la soirée des nouvelles des blessés.

### L'heure de fermeture des cafés

M. Lévy, président du syndicat des restaurateurs et limonadiers du département de la Seine, interviewé au sujet du récent arrêté préfectoral, retardant l'heure de fermeture des cafés et restaurants, n'a pas caché sa satisfaction d'une mesure qui, d'après lui, rendra à Paris, devenu ville d'enfer et de tristesse, un peu de sa physionomie d'avant-guerre. Toutefois, il regrette que l'application de cet arrêté rencontre de nombreuses difficultés.

D'après lui, pour respecter la loi de 8 heures, les patrons seront obligés d'augmenter leur personnel dans de fortes proportions : les dépenses seront, de ce fait, plus grandes et ne seront pas compensées par les recettes ; d'autre part, la pénurie de la main-d'œuvre se fait plus vivement sentir dans cette corporation, que dans toute autre. De leur côté, les garçons trouvent que l'heure de fermeture est trop tardive, les clients ayant pris l'habitude de désertir les établissements dès 11 h. 30.

### Dissimulation de bénéfices de guerre

Une instruction vient d'être ouverte par le Parquet de la Seine, pour dissimulation de bénéfices de guerre, contre M. Thévenot, entrepreneur de travaux publics, rue Lamoignon, 1. M. Laugier, juge d'instruction, a été chargé de l'affaire. D'après M. Huret, ancien officier, auteur de la plainte, M. Thévenot aurait réalisé pendant la guerre une fortune de 450 millions, et n'en aurait déclaré que six. La chose aurait été confirmée, d'autre part, par M. Albert, qui fut quelque temps le collaborateur de M. Thévenot, et avec qui il avait rompu par la suite. M. Thévenot, de son côté, soutient que ces 450 millions ne constituent pas ses bénéfices, mais représentent le chiffre courant de ses affaires. Ces explications ont été communiquées par le juge d'instruction à MM. Vély, Viol et Israël, experts comptables, qui ont été chargés d'examiner la comptabilité de l'entrepreneur.

### L'affaire du complot

M. Joussein a commencé hier l'interrogatoire de fond des inculpés dans l'affaire du complot contre la sûreté intérieure de l'Etat.

Ce fut, hier, l'interrogatoire de M. Lorient, instituteur, ancien trésorier du parti socialiste, secrétaire de la 3<sup>e</sup> Internationale.

Résumant, d'après l'étude des statuts, le but de la 3<sup>e</sup> Internationale, M. Joussein a exposé qu'elle apparaissait comme double :

1<sup>re</sup> Lutte de classes, sans compromission avec les partis bourgeois et patriotes ; 2<sup>re</sup> Action directe des masses pour s'emparer du pouvoir et dictature du prolétariat.

M. Joussein a évoqué ensuite la lettre de Lénine parue dans la *Vie Ouvrière* ; les relations de l'inculpé avec Zinovieff, commissaire du peuple, qui aurait écrit à M. Lorient pour recommander l'union entre les divers groupements ayant pour but l'adhésion à la 3<sup>e</sup> Internationale de Moscou ; l'action de M. Lorient au congrès international de Berne, en février 1919, et ses discours à la Fédération de la Seine et au congrès de Strasbourg, où il présenta les motions extrémistes, enfin, il a fait état de certain radio de Guillebeux, parvenu le 22 février, et reçu par M. Lorient à son retour de Strasbourg.

M. Lorient a fini l'entière responsabilité de ses actes, dans lesquels il ne reconnaît aucun complot contre l'Etat.

## PROJET DE STATUT DES FONCTIONNAIRES

Il a été déposé, hier, par le gouvernement sur le bureau de la Chambre.

Le gouvernement a déposé, hier, sur le bureau de la Chambre, le projet de loi relatif au statut des fonctionnaires, projet dont les termes définitifs avaient été arrêtés en Conseil des ministres.

Voici les points par lesquels ce projet attire particulièrement l'attention :

— Pour les promotions de classe, la proportion réservée à l'ancienneté ne peut être inférieure au tiers.

— Les tableaux d'avancement sont rendus publics.

Aucune peine ne peut être prononcée sans que le fonctionnaire intéressé ait été appelé à prendre connaissance de son dossier.

Aucun fonctionnaire ne peut, en dehors du cas d'exuse légitime, cesser son service avant d'avoir obtenu l'agrément de l'autorité supérieure.

En cas de promotion concertée ou simultanée du service, les fonctionnaires coupables peuvent être frappés sans intervention des juridictions disciplinaires.

Un conseil administratif supérieur est institué auprès du président du Conseil des ministres.

Les fonctionnaires peuvent constituer entre eux, en vue de l'étude et de la défense de leurs intérêts corporatifs, des comités de service auquel ils appartiennent, des groupements professionnels. Ces groupements ne pourront poursuivre aucun but politique. Ils seront soumis aux formalités de déclaration prévues par l'article 5 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, et, en outre, aux prescriptions de la présente loi.

Les groupements professionnels de fonctionnaires et leurs unions ne peuvent se former qu'entre fonctionnaires appartenant à une même administration centrale ou à un même service extérieur, ou encore qu'entre fonctionnaires qui, bien qu'appartenant à des administrations distinctes ou à des services extérieurs distincts, exercent une fonction semblable.

Toute union avec d'autres groupements leur est interdite.

Les groupements professionnels de fonctionnaires et leurs unions jouissent de la capacité civile.

Les groupements professionnels ont le droit de saisir directement les chefs de service et les ministres de toutes les questions se rattachant aux intérêts professionnels de leurs membres.

Ils peuvent, en outre, déférer aux juridictions compétentes tout fait ou toute mesure qui leur paraissent porter préjudice à leurs intérêts corporatifs ; ils peuvent notamment poursuivre devant le Conseil d'Etat l'annulation des mesures intéressant la profession et entachées d'excès ou de détournement de pouvoir, sans préjudice des recours individuels des intéressés.

Des sanctions sont prévues pour les infractions aux articles qui interdisent l'affiliation à d'autres groupements.

### Alliance républicaine démocratique

Au cours de la séance qu'elle a tenue le 1<sup>er</sup> juin, la commission centrale exécutive de l'Alliance républicaine démocratique a élu à l'unanimité M. Adolphe Carnot président d'honneur, M. Jannet, sénateur du Pas-de-Calais, a été élu président à l'unanimité.

### Les poursuites contre la C. G. T.

M. Joussein, juge d'instruction, vient d'être saisi d'un nouveau réquisitoire du Parquet contre les dirigeants de la C. G. T., qui se voient reprocher, en dehors des inculpations relevées contre eux, d'être adhérents des syndicats de fonctionnaires non reconnus, au mépris de la loi de 1884.

## LE BUDGET DE 1920 DEVANT LA CHAMBRE

Vote d'un prélèvement supplémentaire de 1 0/0 sur les recettes du pari mutuel

La Chambre a repris, hier, la discussion — commencée vendredi matin — du budget de 1920.

Les budgets de l'imprimerie nationale, de la caisse des invalides de la marine et des services pénitentiaires firent les frais de la séance du matin. M. Morucci saisit l'occasion de demander la mise au régime politique des détenus arrêtés lors des dernières grèves :

« J'ai demandé le régime politique, qui constitue une faveur, à ceux qui ont commis des infractions par la parole ou par la presse, répondit M. Lhopiteau, garde des Sceaux. Mais j'entends en exécution, d'une façon absolue, tous ceux qui ont commis un acte de violence, même à l'occasion d'une grève ! »

M. Léon Daudet s'étonna, d'autre part, que les condamnés du *Bonnet Rouge* demeurent à Clairvaux, alors que la peine de la rélegation a été prononcée. M. Lhopiteau expliqua à ce sujet que le transport *Loire*, affecté au transport des condamnés, torpillé pendant la guerre, n'avait pas été remplacé.

La Chambre aborda ensuite la discussion du budget de l'Agriculture à l'occasion duquel interviennent un certain nombre de députés représentant des régions rurales. M. Combes-Morel, M. Barthé, M. Valière demandèrent, notamment, des subventions pour les coopératives et les organisations agricoles. M. Valière allait jusqu'à réclamer un milliard.

Une interruption du rapporteur général de la commission des finances provoqua un incident assez vif. M. Charles Dumont reprocha, en effet, aux socialistes, de poursuivre, en proposant des dépenses, une propagande de parti, sans jamais apporter de ressources effectives au budget.

M. Varenne soutint que tant que l'impôt sur le revenu serait appliqué avec une législation aussi inflexible au point de vue des sanctions, ce serait — suivant le mot d'un contrôleur des finances — comme si l'on plaçait des tirelignes aux carrefours des routes pour quoter au profit de l'Etat.

La Chambre entendit également M. Queuille, sous-secrétaire d'Etat à l'Agriculture, M. Roux-Freissineng, M. Gavoty et enfin M. Ricard, ministre de l'Agriculture.

La discussion continuera cet après-midi.

La Chambre avait nommé, d'autre part, 144 membres de la commission chargée d'examiner les projets et propositions tendant à rechercher et à poursuivre les spéculateurs. Elle avait également voté un projet relatif à la création et à la transformation d'écoles d'agriculture, projet qui prévoit aussi pour le fonctionnement de ces dernières un nouveau prélèvement de 1 0/0 sur les recettes du pari mutuel.

### BANQUE DE L'UNION PARISIENNE

Nous rappelons que la souscription aux actions nouvelles de la Banque de l'Union Parisienne s'est ouverte jusqu'au 8 juin. Ces actions, émises à 750 francs, dont 375 fr. à verser au moment de la souscription, sont réservées aux actionnaires existants aux propriétaires des actions existant actuellement qui auront le droit de souscrire :

1<sup>re</sup> A titre irréductible, une action nouvelle pour deux anciennes, sans que, pour l'exercice de ce droit, il soit tenu compte des fractions ;

2<sup>re</sup> A titre réductible, tel nombre d'actions qu'ils jugeront à propos, la répartition se faisant au prorata du nombre d'actions anciennes possédées.

Les souscriptions seront reçues à la Banque de l'Union Parisienne, 7, rue Chauchat, à Paris.

Les actionnaires devront, à l'appui de leur souscription, déposer au siège social leurs actions ou porteur ou leurs certificats nominatifs.

La notice a été publiée au Bulletin des Annonces légales du 10 mai 1920.

### La propagande monarchiste

— Où en est la propagande monarchiste en faveur de l'ex-roi ?

En réalité, cette propagande n'a jamais cessé ; mais son action se fait sentir dans des réunions, des associations fondées de tous côtés.

Un autre point de vue doit aussi être envisagé dans cette question. Si tous les conservateurs et une partie des nationaux libéraux sont monarchistes, l'accord n'est pas fait sur le choix du candidat. En cas de victoire, la majorité des conservateurs reste fidèle à Guillaume II, mais il n'est pas ainsi pour les autres Etats confédérés, notamment pour la Bavière.











31 MAI 1920

## MEETING INTERNATIONAL d'INDIANAPOLIS

500 MILLES (800 kilomètres)

SEULE  
L'ÉQUIPE BALLOT

termine COMPLÈTE

3 Voitures au départ = 3 Voitures à l'arrivée

2<sup>me</sup> Thomas, sur Voiture BALLOT, malgré une panne de magnéto.5<sup>me</sup> Ralph de Palma, sur voiture BALLOT, encore 1<sup>er</sup> avec 3 tours d'avance 15 tours avant la fin, a une panne d'essence loin de son ravitaillement.7<sup>me</sup> Chassagne, sur voiture BALLOT, termine malgré essieu avant faussé en dérapant.

Établissements BALLOT, Boulevard Brune, PARIS

## LES PETITES ANNONCES ÉCONOMIQUES D'EXCELSIOR

**GENS DE MAISON** 3 fr. la ligne  
Ménage s. enf. dem. place en campag. com. cocher ou gârdien d. chat. ou mais. bourg. décor. méd. milit. et cr. de g. E. E. D'udon, 22, r. de Loos (10<sup>e</sup>).  
On dem. 2 seurs ou mère et fille, l'une bonne cuis. l'aut. début. f. de ch. gages ens. 200 fr. Se prés. mat. ou écrire M. B. 5, rue Eugène-Delacroix, 16.

**DEMANDES D'EMPLOI** 3 fr. la ligne  
Couturière dem. journées bourg. 8 fr. et nourrie. Mme Disson, 17, rue Fontaine.  
Produits franc. à vend. ou à représ. à New-York. 1<sup>er</sup> de suite à M. Bricart retourant en Amérique le 5 juin, adresse 37, rue Denfert-Rochereau.  
Comptable exp. illicé en droit, organise, met à jour comptab. bilans, Tisot, 7, Bd St-Germain.  
Sérieux. Chef de serv. (transports et approvisionn.) à Paris, dés. corresp. p. direct. gérance ou poste de conf. Paris ou prov. S'assimilera rapidement et voyagerait si necess. — Ecrire 1<sup>re</sup> lettre: Roulet letter box, 22, rue Saint-Augustin, Paris.  
Bon comptable exp. cherche petite comptabilité. H. Georges, 7, passage Doudaeville, Paris.

**LEÇONS** 5 fr. la ligne  
Jeune Allemande de Cologne, petit-fils de... Français, bonne famille, marié à Française... libérée, naturalisation en cours, ex-pro... fesseur français, anglais, italien, demande... à Paris ou grande ville emploi comptable... ou secrétaire interprète. — Ecrire à... M. Robert Petit, à Marie (Aisne).  
Expert-compt. se charge de t. travaux. M. Colomby, 12, rue Saint-Paul, Téléph. Archives 00-11.  
Chef de cuisine diplômé, réf. France, étranger, de mande situation Paris, province, saison restaurant ou bon hôtel. Ecrire: Hôtel Jeanne-d'Arc, chamb. 20, rue de Jarente, 3, Paris (4<sup>e</sup> arrondissement).  
Cout. tail. n. d. j. bg. 8 fr. nour. Jane 70, Fg-St-Martin.

## PETITES ANNONCES

## TARIF

Les Petites Annonces économiques d'Excelsior sont reçues à 1 fr. 50 des Italiens (Opéra-Com.), Paris 2<sup>e</sup>. Téléph. Central 80-85.

Demandes d'emplois..... 3 frs.  
Gens de maison..... 3 frs.  
Offres d'emplois, Leçons, Pensions de famille, Fleurs et Plantes, Chevaux, Voitures et Harnais, Occasions..... 5 frs.  
Alimentation, Locations, Meubles, Fonds de Commerce, Cabinets d'affaires, Chiens, Cours et Institutions, Vente et achat de propriétés, Mobiliers, Automobiles, Capitaux, Hygiène, Divers et toutes autres rubriques non spécifiées..... 8 frs.  
la ligne

**ATTENTION:**  
La ligne se compose de 36 lettres ou signes de ponctuation. Tout mot abrégé se termine obligatoirement par un point.  
L'usage de la grande presse parisienne n'est pas de justifier les insertions parues en Petites Annonces. Pour recevoir le numéro justifié, ajouter 0 fr. 30 à la commande.

**ORDRE D'INSERTION**  
à découper et adresser au Service des Petites Annonces d'Excelsior, 11, boulevard des Italiens, Paris.  
Texte: .....  
Nom: .....  
Adresse: .....

**OFFRES D'EMPLOI** 5 fr. la ligne  
Situation lucrative indépendante p. les 2 sexes par l'Ecole Technique Supérieure de Représentation, 33 bis, Ch. d'Antin, Paris, fondée par Industriels Cours oraux et par correspondance. Brochure gratis.  
O. C. p. jour. bénéf. net min. 100,000, nom. et femmes 1<sup>er</sup> âge, sans capital ni connais. spéc. chez soi, partout. Boite 203, section E, bureau IX, Paris.  
D'emplois vacants, France, colonies, étranger. Ecr. L. Rapide-Press, 19, r. Cail. Ne pas se présenter.  
Essayeuse fourrure demandée. Se présenter de 3 à 5 heures. — E. Blondel, 11, pl. Madeleine.  
Fem. ménage et courses. Moro, 37, r. Lamartine.  
Fem. ménage, on dem. bonnes ouvrières maines et apprenties. — E. Blondel, 11, pl. Madeleine.  
On dem. bon comptable d'usine sérieux, intègre, ayant initiative, au courant prix revient art. bois fer pour Bruxelles. Ecrire ind. capacités et sal. des. — FLANKEL, 6, rue d'Assas, Paris.

**LEÇONS** 5 fr. la ligne  
AUTO-LEÇONS particulières Dames et Messrs sur torpédo luxe 1<sup>re</sup> marque. Brevet fort examen, 10 fr. Cours mécanique. Pas confondre (en magasin). — M. GEORGE, 77, av. Gde-Armée, Mais<sup>e</sup> conf. Tél. 620-70.

**SUCCESSIONS, TESTAMENTS** 8 fr. la ligne  
Avocat spécialiste, 4, square Maubeuge, Paris (9<sup>e</sup>).

**COURS ET INSTITUTIONS** 8 fr. la ligne  
Ecole technique supér. de représentation créée par Industriels. Broch. gratis, 38 bis, Ch. d'Antin.  
Nouveaux agrandissements de l'Ecole PIGIER, rue de Rivoli, 33, à Paris: le développement de l'Ecole PIGIER (49 établissements, Paris, prov. et étranger) est la meilleure preuve de la bonne organisation et de l'efficacité de son enseignement pratique. Plus de 15,000 emplois ont été offerts aux élèves en 1919. Envoi gratuit de la brochure "Situations".

**HOTELS** 8 fr. la ligne  
HOTEL MIRABEAU, 8, rue de la Paix (Opéra). Restaurant très recherché.

**AGENCES DE LOCATIONS** 8 fr. la ligne  
L'AGENCE IMMOBILIERE DE PARIS  
J. M. ESNAULT, directeur  
152, boulevard HAUSMANN, 152  
delivre la liste exacte et complète de tous les APPARTEMENTS et HOTELS, meublés ou non meublés, BOULEVARDS, LOCAUX COMMERCIAUX et INDUSTRIELS à louer dans les quartiers de Paris.  
Renseignements sérieux et tenus à jour

**PENSIONS DE FAMILLE** 5 fr. la ligne  
Pens. fam. 30 m. Paris, 10 m. gare, ch. et pens. 17 fr. p. j. Bosse, 17, av. Monricard, Villiers-S.-M. (S.-O.).

**LOCATIONS** 8 fr. la ligne  
App<sup>t</sup> meubl. non meubl. Gér. 4, r. Francisq.-Sarcey (16<sup>e</sup>).

**LOCATIONS MEUBLEES** 8 fr. la ligne  
Bagnols (Orne). Joli chalet jouant parc, 7 ch. 3,600 saison. Ecr. Freccor, Carottes (Mch).  
Chambre meubl. et salle de bain à louer 100 fr. par mois. Ecrire: Steichen, 22, villa David (13<sup>e</sup>).  
App<sup>t</sup> meubl. 3 p., cuis., élect., gaz, 37, rue Joffroy.

**MEUBLES** 8 fr. la ligne  
Nomb. TAPIS Orient. carp. moq. MEUB. En dépôt Ateliers n<sup>os</sup> 18, rez-de-ch. 233 b, r. du Faub. St-Honoré.  
A vendre jolie s. à mang. comp. L. XV, nov. seul. 1<sup>er</sup> part. et. Bol. ch. long. lat. XV. Beau bureau d'écrit. renail. noy. sc. Gde sup<sup>r</sup> for. S'ad. Petit, 37, r. Spontini.  
A vendre salon nov. seul. L. XV, tapisserie, 4 faut., un canapé bon état. Joli div. suspendu, élect. salle à mang. bronze L. XV. Bateau, 23, q. d'Ivry, Ivry-Port.

**RAVISSANT MOBILIER**  
Un splendide appartement, cause départ, à vendre. 500 m. carré, Piano Pleyel, chaudière, salle à mang. L. XVI, secrétaire, commode, tableaux, rideaux, linon et argenterie, 65, rue La-Boétie, 65, entresol.  
Salles à manger hollandaises, tapis, meubles anciens à vendre, 263, rue Marcadet (18<sup>e</sup>).  
WARRANTS DE LA RIVE GAUCHE, 109, Bd Saint-Germain, métro Odéon. Basse prix sur toutes les marchandises. BX meub. salons, cab. trav., obj. d'art, tabix, etc. Expéd. province. Bons Déf. acceptés.

**MUSIQUE** 8 fr. la ligne  
CHAI VIOLONS, VIOLONCELLES, même brisés. A. Oussat, 25, avenue Trudaine. Se rend à domicile.  
Jachète piano, même en mauvais état. Ecrire G. Vassier, 464 avenue de Versailles, Paris. Urgent.  
Je cherche piano 1/4 queue ou 1/2 queue de marq. et tapis. — Louis, 20, r. d'Orléans, Neuilly.

**ALIMENTATION** 8 fr. la ligne  
HUILE table extra, 40 litres f. c. mandat ou remb. 80 fr. Louis Bernard, Sorges (Vaucluse).  
120 bis Mouton-Rothschild 1904 estamp. château, 1,400 fr. (hors comm.) Rouslin, 224, r. St-Denis.  
Vins fins Bourgogne par caisses de 12, 24 ou 30 bout. Prix de gr. Ecr. Victor, 71, r. Erlanger (10<sup>e</sup>).

**OCASIONS** 5 fr. la ligne  
PHOTO. Jachète et je vends appareils, mat. journa, neuf ou occas. — Cadeux, 27, r. Duvivier, Paris-7<sup>e</sup>.

**DIAMANTS, PERLES BIJOUX**  
sont achetés chez par GUITTON 106, avenue Victor-Hugo, Paris. Téléphone: Passy 57-50.  
FUSILS DE CHASSE, état neuf, fourreaux cuir. Cécil, l'après-midi, 25, rue Richelieu, Paris.  
TOILE ONDULEE pour couvertures rapides. — Le Matériel Economique, 41, r. de la Roquette, Paris.  
Achat prix fort bijoux, pierres fines, or, argent, platine, dentiers. Rougeau, 206, Bd Pereire, Paris.  
COMPLÈT SUR MESURE, 91 fr. — Bottier, Elbeuf.

**CHOIX Important de Lavabos modernes (depuis 150 francs).** Bidelet Economique, 41, r. de la Roquette, Paris.  
Ecr. W.-C., etc., en 1<sup>re</sup> et en 2<sup>e</sup> choix.  
Vente au comptant à prix réduits et nets. Expéd. p. colis. Etabl<sup>ts</sup> GIRARDOT-VINCENT 13, rue Miromesnil, Paris. Tél. Élysées 04-14.

**DELAHAYE TYPE 64**  
torpédo Ponté 4 places, dernier modèle, à vendre. Morlat, 46, rue Villiers-de-l'Isle-Adam, me Gambetta.

**CHIENS** 8 fr. la ligne  
Gd élevage faulons nains minis. noir, marron, orange, sable blanc, la champ; nomb. 1<sup>er</sup> prix plus nombreux. Nomb. chiots. Téléph. Longeol-Lisieux.  
**CHIENS DE POLICE**  
Bergers allemands et Groenendakts dressés ou non.  
PENSION, DRESSAGE Téléphone 436  
M. TAVEL, 36, rue de Garches, Saint-Cloud (S.-et-O.).

**CHIENS DE POLICE**  
Mettez-vous des voleurs, gardez vos propriétés. De-fendez votre vie en faisant l'achat d'un policier. Bergers d'Alsace tous âges, chiots. Maison de confiance donnant toutes garanties. Chénit Santa-Lucia, 7, rue des Bijoutiers, Saint-Maur (Seine). Tél. 312. Bureau à Paris, 71, rue du Temple. Téléphone: Archives 26-03.

**CHIENS DE POLICE**  
Jolis faulons nains, griffons, belges, papillons. M<sup>me</sup> Lamy, 20, r. Maubeuge, Paris (métro Cadet).

**ÉTABLISSEMENT D'ÉLEVAGE MARETTE**, à 10 minutes du métro, 49, r. Alexis-Person, Boulogne (S.), téléph. 22. English spoken. — Centaine policiers t. races, chiens de chasse, chiens luxe nains. Expéditions pour tous pays. Sérieuses garanties.

**Gd choix policiers, fox, chasse, luxe.** Chénit National, 61, imp. des Suraux, St-Maurice (S.). Tél. 1.  
**BERGERS ALSAIENS, PEKIN, LOULOUS BLANCS.** sujets absolument purs, vendus de confiance. Plus 1<sup>er</sup> prix. Mon Élevage, Vigneux-s.-Seine (S.-O.).  
**Les plus beaux bergers d'Alsace, belges, malinois.** Les mieux dressés; étalons toutes nuances. Jouissant Bourz-la-Reine. — Catalogue 25 fr. Tél. 83.

**Ravissants chiens et chiennes GRIFONS BRUXELLOIS** tous âges, élevés appartement, parents. Nomb. premiers prix. Prix modérés. Marchands s'abstenir. M<sup>me</sup> CHRISTEN 16, Gde-Rue, Boulogne-s.-Seine.

**Jachète petit chien japonais mâle ou femelle.** Pillebois, 40, rue des Châlets, Toulouse.  
**CHIENNE COCKER tachée marron et blanc,** répondant au nom de RIBAUDE, perdue entre Etiole et le Bois. Bonne récompense. DELAGE, 42, av. du Bois.

**CHEVAUX, HARNAIS, VOIT.** 5 fr. la ligne  
A vendre (tourisme ou habitation) HOME CAR mer- quement aménagé, 30,000 francs. — Louit, 16, rue Bourse, Toulouse.

**AUTOMOBILES** 8 fr. la ligne  
Punhara 10 HP coupé éct. dém. 41, torp. Dorris 6 pl. gd tourisme. Spider Hispano Alph XIII. Nicolas, 12, r. Berteaux-Dumas, Neuilly.  
Joli coupé de ville 12 HP parf. état, access. outill., pneu rech. 15,300 fr. p. cause de départ. Intern. s'absten. 11, r. Etienne-Marcel, La Garenne. Tél. 72.  
Superbe limousine Hotchkiss 30 HP carr. neuve. Ecl. élect. — Pizon, 167, av. Jean-Jaurès.  
Delage cond. int. 6 cyl. 1917, ecl. dém. élect. 6 roues dirig. état neuf. Conclerg, 64, r. Amelot.  
Conduite intér., 6 pl., de toute beauté, transformable en torpédo ponté Belvalette neuve 16 HP Dela-haye type 64 dern. mod. surpassé ecl. élec. 5 r. 56,000 fr. Soulas, 67, rue des Dames.  
Jachète torpédo ou cond. intér. 18 HP max. Détails à Louis, 20, rue d'Orléans, Neuilly.

**FONDS DE COMMERCE** 8 fr. la ligne  
Situations à prendre dans le commerce de détail de luxe, gros, l'industrie, affaires administratives de 15,000 à 200,000 fr. nets par an suivant capital disponible. — Bouffaux, 46, boulevard Sebastopol.  
Gd choix de comm. p. dames et ménag. rap. de 10,000 à 25,000. Voir Ballageau, 21, r. du Temple, Mét. Hol. de Ville.  
A p. fortune, négociant cède industrie tenue 30 ans. Bénéf. nets 50,000 Prix 100,000, val. du mater. Pav. d'hab. 10 piéc. Marfan, 12, Bd Sebastopol, 2 à 6.  
Situat. libérale conv. à mons. act. rap. 40,000 fr. net 5 av. 60,000, une autre 1 ap. 30,000 av. 40,000. Voir Ballageau, 21, r. du Temple, Mét. Hol. de Ville.  
CINEMA avec hab. 500 pl., net 50,000 avec 100,000 fr. TAILLEUR dam. Opera 3 sal. net 100,000, px 220,000. HOTEL 63 n<sup>os</sup>, dern. conf., sal. de bain, avec 300,000. Gd choix d'autres. THANSAC, 14, Bd Bonne-Nouvelle.

**CAPITAUX** 8 fr. la ligne  
Prêts s<sup>r</sup> hypoth., nues propr., usufr., titres, success. indiv. — Depray, 14, rue Daubigny, 3 à 5 heures.  
On demande commandit. 70,000 fr. p. fabricat. et vente article de grande consommation. Simon, ing. A. et M., 105, rue de Courcelles, Levallois.

**ECHANGES** 8 fr. la ligne  
Pour cause maladie, vendrais ou échangerais, mol-tié ou tout, une affaire fabrique et commerce extraord. tr. bon avenir, contre brillants, propriété ou bateau moulin. La Grange, 41, rue Labat (18<sup>e</sup>).

**DIVERS** 8 fr. la ligne  
UNE REVOLUTION DANS L'ART DE LA PARFUMERIE! ROSE — AMBRE — CHYPRE  
Concentration et persévérance inouïes permettant de faire soi-même des parfums suaves et pénétrants pour- vant rivaliser avec les plus gdes marques des meil-leurs maisons de Paris. Ces essences ont obtenu le plus grd succès à la Foire de Paris, sect. des Colonies. Échant. 2,50 fco. Ch. Bev, 11, r. Théodore-Deck, Paris-15<sup>e</sup>.

**JUMELLES** prismatiques ROSS  
KIRBY, Beard et Co, Limited, 5, rue Auber, PARIS. Maison fondée en 1743.

**GRAPHOLOGIE** 8 fr. la ligne  
GRAPHOLOGIE HOROSCOPIQUE SENSATIONNELLE par le célèbre prof<sup>r</sup> RAYMOND, 20 fr. et 40 fr. p. l'él. ou se rend. à dom. 120, av. Versailles, Paris.  
CARACTÈRE, aptitudes, etc., par l'écriture. 3 fr. Rien de la chronologie, 3 heures à 7 heures, tous les jours, dimanches et fêtes, où écrire. — Mme LAMARTINE, 28, rue Vaughan, Paris (2<sup>e</sup>).  
Graphologie, Mme DANO, 10, rue Jean-Jacques Rousseau, cour droite, 3<sup>e</sup> étage, métro Louvre.

**RELIURE**  
Tout Chacun peut avec la RELIURE MEREDIEU Notice franco contre 25 centimes E. MEREDIEU 9, ANGOULÊME

**ABONNEMENTS DE SAISON**  
Afin d'éviter à nos lecteurs les incon- vénients qu'ils pourraient rencontrer pour se procurer EXCELSIOR dans certaines petites localités, nous créons des abonnements de saison au tarif suivant:

Seine, S.-et-Oise Départements  
1 mois..... 6 fr. 25 7 fr. 75  
2 mois..... 12 fr. 50 15 fr. 50  
Prière de vouloir bien accompagner toute demande du montant intégral de ces abon- nements, qui ne peuvent avoir une durée de plus de deux mois, et que nous ne faisons pas recouvrer.

## VILLEGIATURES

**Les Alpes françaises**  
AIX-LES-BAINS Hôtel-Rest<sup>o</sup> du Centre Café glacier. Tél. 2-01. Chamb. av. ou s<sup>r</sup> pens<sup>o</sup>. Brass<sup>o</sup>. Res<sup>o</sup>. Prix fixe et carte.  
**L'Alsace**  
STRASBOURG PALACE HOTEL MAISON ROUGE  
Confort moderne  
Appartem<sup>ts</sup> avec salle de bain  
Téléph.: 113-617

**Les Eaux**  
VICHY GRAND HOTEL DE LA PAIX et EXCELSIOR  
Sur le parc, face aux sources. Etablissement thermal et Casino. — Cuisine de régime.  
**La Mer**  
Le rêve des marins: la mer pour tous en France, les promenades dans les dunes, des jeux sur la plage, du sable avec l'air vivifiant du large. Une maison est installée pour eux: les ÉTABLISSEMENTS CLIMATIQUES. Berck-Plage, 3 heures de Paris. Soins maternels, bonne nourriture, hygiène ni contagieuse, ni maladies nerveuses. Pension: 65 francs par semaine.

**TOUQUET** GRAND HOTEL DE LA PAIX  
En forêt. Très confort. Proximité du Casino. Même maison Gd-Hôtel, au Cap-Ferret.

**TROUVILLE** SUR-MER. HOTEL DE LA PAIX  
En forêt. Très confort. Proximité du Casino. Même maison Gd-Hôtel, au Cap-Ferret.

**WIMEREUX** (P.-de-C.)  
SPLENDID-HOTEL  
1<sup>er</sup> ordre, face mer à côté du Casino  
Régenter, dir. propr<sup>e</sup>

**La Montagne**  
SALIES DE-BEAIRY MIDI HOTEL  
Cuisine soignée. — Villas pour familles

**EXCELSIOR**  
RÉDACTION ET ADMINISTRATION: 20, rue d'Enghien, Paris  
Téléph. Gut.: 02-73 — 02-75 — 15-00  
PUBLICITÉ, 11, Bd Italiens. Tél. Gut. 12-45. Cent. 80-85  
**TARIF DES ABONNEMENTS:**  
(Frais d'envoi ou de recouvrement à la charge de l'abonné.)  
Paris, Seine et Seine-et-Oise. 1 an 8 Mois 3 Mois  
Départements, Colonies, Bel- gique, Grand-Duché de Luxembourg et Provinces rhénanes occupées..... 60 fr. 43 fr. 23 fr.  
Étranger..... 100 fr. 52 fr. 27 fr.

Le gérant: VICTOR LAUVERGAT.  
Paris, HEMERY, imprimeur, 18, rue d'Enghien.